



Le surendettement

F
i
c
h
e
p
r
a
t
i
q
u
e



www.justice.gouv.fr
le portail de la justice et du droit

Le surendettement

Lorsqu'une personne ne peut plus faire face à ses dettes, elle peut engager une procédure de surendettement.



Les conditions

La personne endettée doit être :

- une **personne physique**

Les personnes morales (société commerciale, association, société civile...) ne peuvent pas bénéficier de la procédure de surendettement.

- dans **l'impossibilité manifeste** de faire face à ses dettes

La personne ne peut plus faire face à une dette importante ou à plusieurs petites dettes liées à sa vie courante. Ces dettes accumulées doivent être supérieures à son actif, qui comprend ses ressources et son patrimoine.

- **de bonne foi**

La personne ne doit pas avoir consciemment et volontairement contracté des dettes pour vivre au dessus de ses moyens. Elle ne doit pas non plus avoir réalisé de fausses déclarations ou remis des documents inexacts en vue de bénéficier de la procédure de surendettement.

Par ailleurs, les dettes ne doivent pas être liées à une activité professionnelle (commerçant, artisan, profession libérale...).

La procédure

La personne endettée peut trouver le dossier à remplir auprès de toute agence de la Banque de France ou sur le site internet de celle-ci.



Le dossier de surendettement contient un formulaire à remplir ainsi que la liste des pièces à fournir. Pour constituer le dossier, elle peut demander de l'aide au centre d'action sociale.

Où déposer le dossier ?

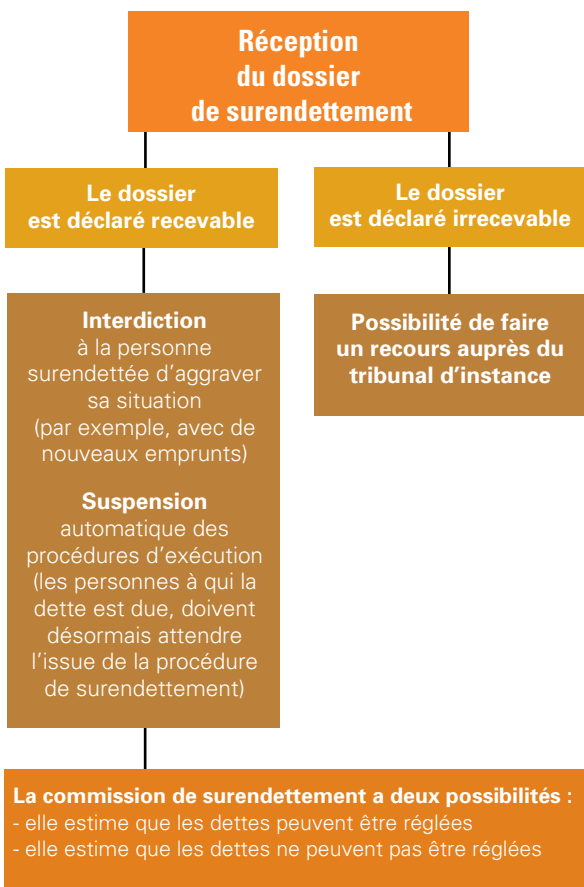
La personne endettée doit remettre son formulaire rempli, accompagné des pièces justificatives, à la **commission de surendettement de son département de résidence**. Elle peut envoyer ces documents par courrier ou les déposer en mains propres. Une attestation de dépôt lui sera envoyée dans un bref délai.

(plus d'informations sur le site www.banque-france.fr)

Après le dépôt du dossier de surendettement

Avant toute décision sur la recevabilité du dossier, la personne endettée peut saisir un juge pour qu'il suspende **temporairement** certaines mesures comme la saisie automatique d'une partie de son salaire.

Suite au dépôt de son dossier de surendettement, **la personne est inscrite au fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP).**



Si les dettes peuvent être réglées

Dans ce cas, la commission de surendettement a pour mission de **concilier** la personne surendettée et ses créanciers, c'est-à-dire les personnes auxquelles elle doit de l'argent.

La personne surendettée et ses créanciers peuvent accepter l'élaboration d'un **plan de redressement**. Ce plan peut notamment comporter des mesures de report ou de rééchelonnement des paiements des dettes, des remises de dettes, de réduction ou de suppression du taux d'intérêt.

En cas d'échec de sa mission de conciliation, la commission de surendettement peut, à la demande de la personne surendettée, imposer par exemple des mesures comme le rééchelonnement des dettes ou la diminution des taux d'intérêt.

Si les dettes ne peuvent pas être réglées

Si l'endettement de la personne est trop important et qu'elle ne possède pas de biens susceptibles d'être vendus, la commission choisit la voie du **rétablissement personnel**. Elle permet l'effacement de la plupart des dettes de la personne surendettée sauf les pensions alimentaires, les amendes ou encore les réparations devant être versées aux victimes d'une infraction. Cette procédure doit être validée par le juge.

Si l'endettement de la personne est trop important mais que la personne surendettée possède des biens susceptibles d'être vendus, alors le juge ouvre une **procédure de rétablissement personnel avec liquidation**. Dans ce cas, les biens de la personne surendettée seront vendus pour rembourser les dettes.

Infos pratiques

Des informations peuvent être obtenues auprès de la Banque de France, des Tribunaux, maisons de Justice et du droit, mairies, associations, organismes sociaux, points d'accès au droit, permanences gratuites d'avocats.



Trouver un lieu de Justice ?

**www.justice.gouv.fr puis
«Justice en Région»**



Numéro non surtaxé

**être écouté
être aidé**
7 jours sur 7

08 842 846 37

www.inavem.org / www.justice.gouv.fr



**Retrouvez toutes les informations
sur internet www.justice.gouv.fr**